

---

# Mouvements sociaux : comment faire réseau ?

*La société civile organisée évolue et a intégré le fonctionnement en réseau qui, dans le cas du bassin de soins en Wallonie picarde ou du bassin scolaire à Charleroi, permet de dépasser une concurrence suicidaire. Mais une question se pose aux mouvements sociaux : comment faire réseau grâce à l'éducation permanente alors que les médias présentent souvent une vue tronquée des problèmes, que certains prônent la suppression de tout intermédiaire entre le politique et le citoyen, que la politique s'apparente parfois à un spectacle ? Pourtant, la sortie de la crise qui passe par un autre développement demande que les mouvements sociaux puissent politiser les questions et mobiliser leurs membres.*

THIERRY JACQUES

Dans un texte présenté en introduction de la semaine sociale du MOC, organisée en 2002, sous le titre « Piliers, réseaux et démocratie », on trouve notamment ceci : « [...] (une question capitale est posée aujourd'hui) aux piliers : celle de la connexion, du partenariat, du maillage, c'est-à-dire de la capacité des piliers à se décroisser, à s'ouvrir, à dialoguer, à se coaliser pour œuvrer ensemble pour plus de démocratie et plus d'égalité [...] l'œuvre de piliers décroissés et connectés les uns aux autres, c'est-à-dire adoptant des logiques de réseaux. »

Derrière la réflexion politique qui servait à présenter le thème général de cette semaine sociale, on pouvait percevoir la référence à une évolution de la *société civile organisée*, en transition entre une logique de fonctionnement basée sur des piliers fortement hiérarchisés et relativement clos, vers une dynamique de connexions et de partenariats, transcendant les cloisonnements traditionnels et reposant sur des rapports plus *horizontaux*.

Comme cela a souvent été si bien présenté dans *La Revue nouvelle*, le zapping des citoyens à l'égard des services collectifs qu'ils attendent de la société, mais aussi la volonté des institutions de dépasser leurs rivalités ancestrales (soit en raison d'une réelle prise de distance à l'égard du socle originel, confessionnel ou laïc, soit, comme sur le plan syndical, en raison d'un rééquilibrage des forces qui a progressivement imposé aux majoritaires de respecter et de

composer avec l'autre, soit encore par simple souci d'efficacité), conduisent progressivement à des échanges plus nombreux entre partenaires qui se situent sur un même plan.

## LE RÉSEAU POUR LUTTER CONTRE UNE CONCURRENCE SUICIDAIRE

Une des plus belles illustrations de ce processus, mis au jour depuis plusieurs années, est, par exemple, la mise en œuvre d'un bassin de soins en Wallonie picarde, réunissant et fusionnant les trois institutions hospitalières de la sous-région (appartenant respectivement aux Mutualités chrétiennes, aux Mutualités socialistes et à la Province du Hainaut) dans le but de maintenir au sein de la zone et au service de ses habitants une offre de soins hospitaliers suffisamment large et diversifiée, et donnant les meilleures garanties de qualité et d'accessibilité. Dans le même ordre d'idées, le développement dans la région de Charleroi d'une plate-forme interréseaux sur le plan de l'enseignement secondaire, dans le cadre d'une expérience pilote de *bassin scolaire*, a permis que s'engagent un dialogue fructueux et une coopération réelle entre des directions d'écoles qui se connaissaient à peine et se percevaient jusque là comme des concurrents plutôt que comme des partenaires.

Ces deux exemples ne sont pas choisis au hasard : ils existent aujourd'hui parce qu'il y avait, tant en Hainaut occidental qu'à Charleroi, un contexte et une histoire qui devaient, paradoxalement, servir de *terreau fertile* pour une telle transition. Car, précisément, les clivages et les cloisonnements y étaient, et sont toujours en partie, particulièrement prégnants ; mais le souci de garder son pouvoir (c'est-à-dire dans les cas qui nous occupent, son personnel médical et ses patients, d'un côté, ses filières d'enseignement et ses élèves, de l'autre) a peu à peu conduit les protagonistes à comprendre qu'ils faisaient fausse route, et à prendre conscience que la concurrence qu'ils se livraient était suicidaire, puisqu'elle les menait tout droit, les uns comme les autres, vers leur propre perte (pour diverses raisons, comme l'évolution du coût de l'appareillage médical ou des équipements de l'enseignement technique, et l'attractivité croissante d'autres institutions situées en dehors de leur sous-région).

Par ailleurs, et même si c'est avec des fortunes diverses, les initiatives de plates-formes et partenariats se sont fortement développées ces dernières années dans des domaines multiples : les Assises pour l'égalité visaient à provoquer le débat politique entre différentes organisations pour proposer des pistes d'action collective vers l'égalité ; les forums sociaux, à l'image du Forum social mondial, cherchent à mobiliser des associations et des citoyens autour de la construction d'un autre monde ; les coordinations autour de questions comme le climat, la paix, l'immigration, la solidarité internationale, l'école, la consommation, etc., sont nombreuses et rassemblent des acteurs sociaux de *statut* très différent, mais mus par les mêmes objectifs et surtout les mêmes finalités.

Ces initiatives ont en commun deux caractéristiques que Luc Van Campenhout attribue au modèle du réseau social : la multiplication d'échanges entre partenaires d'un processus qui ne sont pas liés par des rapports hiérarchiques (notion d'horizontalité) et la mobilisation d'acteurs institutionnels et privés diversifiés.

La question posée est de savoir en quoi le fait de participer à un ou plusieurs réseaux sociaux apporte du pouvoir. L'hypothèse de base suggérée par Luc Van Campenhout est que, pour participer aux décisions, il faut *faire réseau*, il faut *en être*, et le plus en amont possible de la décision.

### **FAIRE PARTIE DU RÉSEAU DONNE DU POUVOIR**

Cette hypothèse me fait penser à ce qui a été dit dans la presse à propos d'Elio Di Rupo, durant les négociations en vue de constituer un gouvernement fédéral orange bleue, donc sans le PS, en 2007. Certains journalistes rapportaient que le président du PS semblait en plein désarroi et regardait avec beaucoup de tristesse son GSM qui ne sonnait presque plus... Il y avait sans doute un peu d'excès et de caricature dans cette façon de présenter les choses, mais chacun a bien pu constater, en effet, que le président du PS semblait en petite forme lors des négociations qui se déroulaient sans lui, et qu'il avait par contre retrouvé les couleurs, l'entrain et l'enthousiasme qu'on lui connaît dès que le PS a été appelé à la table des discussions.

De même, ce qui vient de se passer au sein du CDH concernant le renouvellement de la présidence est également très intéressant : après avoir durant des mois annoncé son départ tout en laissant entendre qu'elle pourrait rester si cela devait éviter à son parti une sorte de guerre de succession, voici aujourd'hui Joëlle Milquet réaffirmant, la main sur le cœur, qu'elle voulait partir, mais qu'on lui demande de rester, dissimulant mollement son bonheur de pouvoir rempiler pour quelques mois. Ce petit exercice de politique-spectacle démontre la même chose : être président de parti aujourd'hui (et chacun sait que, dans notre système politique, les présidents de parti jouent un rôle majeur et bénéficient d'un pouvoir extrêmement étendu, dont celui de décider du sort des ministres et des ministrables), c'est participer à des réseaux nombreux, c'est occuper une position centrale dans beaucoup d'entre eux, c'est entretenir des relations avec des pôles de réseaux qui disposent de ressources importantes.

Par ailleurs, on peut aussi penser que les réticences mises par son successeur désigné, Benoît Lutgen, à accéder dès maintenant à la présidence sont justifiées par la conviction qui est la sienne de voir son mandat et son pouvoir fortement limités par celui d'une ex-présidente dont l'omniprésence dans un grand nombre de réseaux *qui comptent* est connue de tous, que ce soit dans les champs politique, social, économique, voire même culturel.

Ces exemples viennent étayer à la fois l'hypothèse de départ émise par Luc Van Campenhout, et les deux hypothèses de type *structurel*: la position de centralité dans les réseaux et l'importance des ressources dont l'omniprésence, au sein de son parti d'abord, mais aussi, vu la multiplicité de ses responsabilités, dans un grand nombre de réseaux qui comptent, est assez largement reconnue.

## LE MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN

Dans la sphère politique, les illustrations potentielles de ces trois hypothèses sont nombreuses. Par son action d'expression et de relais politique de ses organisations constitutives, le MOC et ses responsables peuvent, de façon permanente, percevoir ce lien entre pouvoir et position dans le réseau, d'une part, et entre pouvoir et ressources des partenaires du réseau, d'autre part. Pour tenter d'influer sur la décision politique, un mouvement social comme le MOC cherche à prendre pied dans divers réseaux, le plus souvent informels et mouvants, qui doivent lui permettre d'accéder à une information complète et intelligible (les projets politiques, les agendas, l'organisation des négociations, etc.) et de défendre des points de vue auprès de celles et ceux qui interviennent directement dans la décision.

De même, sans occuper une position prestigieuse ou visible du grand public (ce qui est davantage le choix et l'obligation, par exemple, d'un parti politique), le propre d'un mouvement social, particulièrement s'il est une coordination d'organisations comme le MOC, est de participer à des réseaux en jetant des ponts de l'un à l'autre : cela le conduit à bénéficier d'une position plus ou moins centrale, c'est-à-dire qui pourra lui donner plus ou moins de pouvoir en fonction de la capacité qu'il aura à faire ces liens, aux niveaux local, régional et national, et d'en être, si pas un passage obligé, en tout cas un passage privilégié.

Mais les mouvements sociaux cherchent également à accroître leur efficacité (c'est-à-dire leur pouvoir sur le processus de décision et ses résultats) en créant entre eux des réseaux d'alliances qui favorisent les échanges d'informations et la promotion de positions communes auprès des responsables politiques. Cette efficacité des réseaux sociaux dépend clairement de la capacité des pôles qui les composent de mettre en circulation des ressources élevées.

## L'EXCLUSION DE TOUT RÉSEAU

À l'inverse, si on examine ce qui se passe dans le champ social, on peut constater, comme le disait récemment le président du CPAS de Namur, Philippe Defeyt, que les difficultés pour le bénéficiaire du revenu d'insertion ou pour l'allocataire social de sortir de l'exclusion résident autant dans le déficit de re-

lations et de participation sociale que dans sa précarité matérielle et financière. L'isolement par rapport aux réseaux, ou la (faible, d'ailleurs) participation à des réseaux dont les membres ne disposent que de peu de ressources, notamment sur le plan culturel, entraîne, chez les personnes en difficulté sociale, une perte de pouvoir, y compris sur le déroulement de leur propre vie.

On peut toutefois se demander si le modèle ne peut pas être compris *dans les deux sens*. En effet, et cela est vrai dans le champ politique, mais pas seulement, on pourrait aussi faire l'hypothèse que c'est le fait de détenir un certain pouvoir (des relations, du capital culturel et de la formation, un accès à des informations de haute importance, voire de l'argent ou certaines formes de célébrité) qui permet de participer à des réseaux sociaux; et que plus on a de pouvoir, plus on a de chances d'occuper une position centrale et de choisir des réseaux dont les ressources sont fortes. Il est en effet plus facile d'entrer dans un réseau *qui compte* lorsqu'on y est invité par une connaissance, par exemple, ou que l'on jouit d'une certaine notoriété. La vie politique de ces dernières années, avec la médiatisation et la *pipelisation* qui la caractérisent, semble en tout cas démontrer que le fait d'être *connu* (parce qu'on a été journaliste de télévision ou footballeur de haut niveau) place manifestement dans une position qui facilite l'accès à des réseaux et, par ce biais, à certaines formes de pouvoir.

Les deux autres hypothèses postulent quant à elles que le pouvoir dépend de la capacité à mobiliser: pouvoir de chacun à mobiliser les autres dans le réseau, et pouvoir du réseau à se mobiliser comme tel en politisant ses enjeux.

## COMMENT FAIRE RÉSEAU ?

C'est peut-être aujourd'hui la question capitale qui est posée aux mouvements sociaux: leur pouvoir sur la prise de décision politique et, plus globalement, sur l'évolution de la société, dépendrait fortement de cette capacité à politiser les enjeux et à mobiliser les ressources des réseaux auxquels ils prennent part. Si l'hypothèse s'avère pertinente, cela doit immanquablement conduire à une sérieuse réflexion sur la manière dont les individus et les organisations *font réseau*. Car des questions fortes se posent: l'action de *politisation* des enjeux, qui est le propre de l'éducation permanente, n'est-elle pas tout simplement, mais systématiquement, minée par la présentation outrancièrement simpliste des problèmes qu'en font trop souvent Internet ou certaines émissions de télévision? Le maillage associatif qui cherche à aider le citoyen à regarder les choses avec recul et en réfléchissant *loin* (dans le temps et dans l'espace) n'est-il pas mis sciemment en difficulté par le désir de certains apprentis sorciers de supprimer toute intermédiation entre *la classe politique* et le citoyen, seul et inorganisé? Le *vivre ensemble*, construit sur le lien social, les fonctions collectives, l'échange gratuit, n'est-il pas balayé d'un revers de main par les partisans du *marché libre total* présenté comme la réponse parfaite et unique à toutes les questions et s'appliquer à tous les domaines de la vie? Les réseaux sociaux ne

sont évidemment pas *neutres*, et si le pouvoir de ceux qui y prennent part varie en fonction des ressources qu'ils sont capables de mobiliser, il dépend également de l'incapacité, ou en tout cas de la difficulté des autres, à mobiliser les leurs. L'efficacité des uns à défendre une décision politique sera d'autant plus forte que les autres éprouveront des difficultés à se mobiliser et à sensibiliser en leur sein et autour d'eux sur une alternative. Face à la crise globale dans laquelle nous nous trouvons, les réseaux s'organisent, et l'on perçoit bien que les capacités de mobilisation et de politisation des uns et des autres seront décisives dans le choix des stratégies politiques qui seront mises en œuvre, pour imaginer un autre modèle de développement. ■